

PROGRAMME

Réunion du Réseau parlementaire mondial de l'OCDE

*En partenariat avec l'Assemblée parlementaire de l'OTAN (AP OTAN)
et Women Political Leaders (WPL)*

4-5 avril 2023

Centre de conférences de l'OCDE, salle CC12

2, rue André Pascal - 75016 Paris - France

Mardi 4 avril

08h45 Arrivée et café

09h15 **Remarques introductives**
Elsa Pilichowski, Directrice, Relations extérieures et Communication, OCDE

09h20 – 09h30 **Allocution inaugurale de Mathias Cormann, Secrétaire général de l'OCDE**
(message vidéo)

Optimiser la vigueur et la qualité de la reprise post-COVID-19 tout en faisant face à l'impact économique et social de la guerre en Ukraine

09h30 – 11h00 **Perspectives économiques mondiales**
*Luiz de Mello, Directeur, Branche des études de politique économique,
Département des affaires économiques, OCDE*

La guerre d'agression menée par la Russie contre l'Ukraine continue de peser sur l'économie mondiale. La guerre a freiné la croissance, mais il existe des signes récents d'amélioration. Une reprise fragile se dessine, même si les perspectives pour les deux prochaines années restent incertaines, avec des risques à la baisse liés à la volatilité accrue des marchés financiers et aux vulnérabilités des marchés du logement. La situation est tendue sur les marchés du travail. Bien que l'inflation globale ait commencé à diminuer, elle demeure élevée et plus persistante qu'initialement prévu. Cette session examinera les dernières vues de l'OCDE sur les perspectives de l'économie mondiale.

➤ www.oecd.org/perspectives-economiques/mars-2023/

11h00 – 12h00 **Politiques sociales et du travail**
Mark Pearson, Directeur adjoint, Emploi, Travail et Affaires sociales, OCDE

Cette session examinera l'évolution du marché du travail dans les pays de l'OCDE. Bien que la croissance de l'emploi se soit ralentie au cours de l'année 2022, le taux d'emploi pour l'ensemble de l'OCDE est bien au-dessus des niveaux d'avant la crise. Cependant, les turbulences du marché du travail persistent. Les pays de l'OCDE ont été confrontés à de fortes tensions sur le marché du travail au second semestre 2021 et au début 2022, le nombre d'entreprises signalant des pénuries de main-d'œuvre

étant nettement supérieur aux niveaux d'avant la pandémie dans de nombreux secteurs d'activité et pays. Dans le même temps, les salaires réels ont baissé, même dans les pays où la négociation collective est répandue. Malgré les signes récents d'amélioration, la reprise économique au cours des deux prochaines années devrait être modérée. Des recommandations pour une réponse politique forte qui protège les groupes les plus vulnérables - qui ont également ressenti le plus fortement l'impact de la crise liée au COVID-19, et pour lesquels la reprise a été plus lente - seront partagées dans la présentation.

12h10

Photo de groupe

12h20 – 13h45

Déjeuner offert par l'OCDE
Salles Roger Ockrent et George Marshall, Château de l'OCDE

13h45 – 15h15

Forum inclusif sur les approches d'atténuation des émissions de carbone

Présidence : **Fabrizia Lapecorella**, Secrétaire générale adjointe, OCDE
Kumi Kitamori, Directrice adjointe, Direction de l'environnement, OCDE
Alain de Serres, Directeur adjoint, Branche des études de politique économique, Département des affaires économiques, OCDE
Kurt Van Dender, Chef de division par intérim, Politiques fiscales et statistiques, Centre de politique et d'administration fiscales, OCDE

Cette session fournira une vue d'ensemble du Forum inclusif sur les approches d'atténuation des émissions de carbone (Forum inclusif) récemment lancé. Le Forum inclusif vise à faciliter le partage de données et de l'information, l'apprentissage mutuel fondé sur des données probantes ainsi qu'un dialogue multilatéral inclusif afin de contribuer à une approche globale plus cohérente et mieux coordonnée des efforts d'atténuation des émissions de carbone. Le Forum inclusif rassemble toutes les perspectives politiques pertinentes d'un large éventail de pays du monde entier, participant sur un pied d'égalité.

- www.oecd.org/fr/changement-climatique/forum-inclusif/
- www.oecd.org/environment/supporting-women-s-empowerment-through-green-policies-and-finance-16771957-en.htm
- www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/assessing-environmental-impact-of-measures-in-the-oecd-green-recovery-database-3f7e2670/

15h15 – 16h30

Agir ensemble pour l'égalité des genres

Présidence : **Ulrik Knudsen**, Secrétaire général adjoint, OCDE
Monika Queisser, Conseillère, Cheffe de la division des politiques sociales, Direction de l'Emploi, du Travail et des Affaires sociales, OCDE

La promotion de l'égalité des genres est une priorité stratégique pour l'OCDE. L'Organisation suit régulièrement les progrès réalisés en matière d'égalité des genres dans les pays membres et partenaires, ainsi que les développements politiques visant à la faire progresser dans toute une série de domaines, tels que l'éducation, l'emploi, les entreprises, mais aussi dans la vie publique. De plus en plus, l'égalité des genres est intégrée en tant que priorité politique dans tous les travaux de l'OCDE. Le prochain rapport phare de l'OCDE Agir ensemble pour l'égalité des genres examine

les progrès réalisés en matière d'égalité des genres dans un large éventail de domaines. Cette session discutera des priorités politiques fixées par les pays, des progrès réalisés en matière d'égalité entre les genres, et des défis et obstacles qui subsistent.

- www.oecd.org/fr/genres/
- www.oecd.org/fr/social/famille/basededonnees

16h30 – 16h45 Pause-café

16h45 – 18h00 Lutter contre la mésinformation et la désinformation

Présidence : **Kerri-Ann Jones**, Secrétaire générale adjointe, OCDE
Julio Bacio Terracino, Chef de la Division sur l'Intégrité dans le secteur public,
Direction de la Gouvernance publique, OCDE

La diffusion instantanée et mondiale de fausses informations, les campagnes de désinformation ciblées qui trompent et embrouillent le public et l'évolution rapide des marchés technologiques et médiatiques posent des défis fondamentaux aux démocraties. Afin de renforcer la confiance des citoyens dans l'intégrité des informations qu'ils consomment, un nouveau modèle de gouvernance est nécessaire pour établir une approche globale de la société afin de lutter contre la mésinformation et la désinformation et de préserver la liberté d'expression. Le centre de ressources DIS/MIS de l'OCDE, lancé en novembre 2022, servira de plateforme d'apprentissage par les pairs pour partager connaissances, données et analyses des approches de gouvernance pour lutter contre la mésinformation et la désinformation. Cette session présentera le cadre conceptuel de l'OCDE pour une réponse globale de la gouvernance afin de renforcer l'intégrité de l'information, et fournira une plateforme de discussion sur les défis et les solutions potentielles.

- www.oecd.org/stories/dis-misinformation-hub/
- www.oecd-ilibrary.org/governance/instaurer-la-confiance-et-renforcer-la-democratie_34a56a87-fr
- www.oecd-ilibrary.org/governance/strengthening-democracy-gearing-up-governments-to-tackle-mis-and-disinformation_af1def37-en

18h00 Réception
Salles Roger Ockrent et George Marshall, Château de l'OCDE

Mercredi 5 avril

09h30 – 10h45 Sessions avec les bureaux géographiques du Département des affaires économiques de l'OCDE
Salle : Salon du Parc

Les participants auront l'opportunité de discuter de l'économie de leur propre pays avec un économiste travaillant sur celui-ci, au cours de sessions informelles en petits groupes.

11h00 – 12h30

Point sur les marchés de l'énergie

Keisuke Sadamori, Directeur, Marchés et sécurité énergétiques, Agence internationale de l'Énergie

M. Keisuke Sadamori fera une brève présentation, suivie d'une discussion, sur les perspectives à court terme du marché de l'énergie pour le pétrole, le gaz, le charbon et l'électricité, les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique, y compris les questions d'offre, de demande et de sécurité dans le système énergétique actuel. L'exposé portera sur la surveillance et l'analyse du marché à la lumière de la première crise énergétique mondiale.

Rapports sur les marchés de l'énergie : (en anglais uniquement)

www.iea.org/topics/oil-market-report

www.iea.org/reports/gas-market-report-q1-2023

www.iea.org/reports/coal-2022

www.iea.org/reports/electricity-market-report-july-2022

www.iea.org/reports/renewables-2022

www.iea.org/reports/energy-efficiency-2022

12h30 – 13h30

Conclusions et déjeuner offert par l'OCDE

Salles Roger Ockrent et George Marshall, Château de l'OCDE

Réunion du Groupe parlementaire de l'OCDE sur l'intégrité et la transparence

Ouvert à la participation de tous les élus et membres du personnel des parlements

Présidence : Kerri-Ann Jones, Secrétaire générale adjointe, OCDE

13h30 – 15h45

Remarques préliminaires : Renforcer la démocratie

Kerri-Ann Jones, Secrétaire général adjointe, OCDE

Gillian Dorner, Directrice adjointe par intérim, Direction de la Gouvernance publique, OCDE

Session 1 : Établir et promouvoir des normes d'intégrité politique pour les élus

Julio Bacio Terracino, Chef de la Division sur l'Intégrité dans le secteur public, Direction de la Gouvernance publique, OCDE

L'intégrité est une valeur inhérente à la démocratie qui garantit que le gouvernement répond aux intérêts de la population. Des élections à la mise en œuvre des politiques, l'intégrité des représentants élus et nommés garantit que tout le monde peut s'exprimer, que les intérêts des circonscriptions sont équitablement représentés, que les politiques gouvernementales ne subissent pas d'influence indue et que l'action du gouvernement est alignée sur l'intérêt public. Cette session explorera les éléments

essentiels de l'intégrité des élus, des élections aux affaires politiques, en passant par l'élaboration des politiques.

- www.oecd-ilibrary.org/governance/instaurer-la-confiance-et-renforcer-la-democratie_dae454d1-fr
- https://www.oecd-ilibrary.org/governance/manuel-de-l-ocde-sur-l-integrite-publique_05e1aed9-fr
- www.oecd.org/corruption-integrity/reports/lobbying-in-the-21st-century-c6d8eff8-en.html
- www.oecd.org/governance/ethics/lobbying/

Session 2 : Renforcer la résilience face à l'influence et à l'ingérence étrangères indues

Pauline Bertrand, *Analyste politique, Intégrité dans le secteur public, Direction de la Gouvernance publique, OCDE*

Si les entités étrangères telles que les gouvernements, les organisations politiques ou les entreprises ont un intérêt légitime à promouvoir et à représenter leurs intérêts à l'étranger, certaines de leurs activités, en particulier lorsqu'elles sont liées à des régimes non démocratiques, peuvent directement chercher à influencer l'élaboration des politiques publiques ou à interférer dans les processus nationaux par le biais d'activités secrètes et trompeuses. Il peut s'agir de campagnes de désinformation, de financement politique malveillant et de lobbying opaque, dans le but de manipuler l'opinion publique, de manipuler les décideurs publics pour promouvoir leurs intérêts, de porter atteinte à l'intégrité des élections et de menacer les intérêts vitaux d'un autre pays en matière de sécurité. Cette session examinera comment les élus peuvent renforcer la résistance à ces risques par des actions qui se soutiennent mutuellement, y compris l'identification et la prévention de la manipulation de l'information provenant de l'étranger, et le renforcement de l'intégrité et de la transparence dans toutes les formes d'influence.

- www.oecd-ilibrary.org/governance/instaurer-la-confiance-et-renforcer-la-democratie_b0fac7bc-fr
- www.oecd.org/corruption-integrity/reports/lobbying-in-the-21st-century-c6d8eff8-en.html
- www.oecd.org/fr/gouvernance/ethique/lobbying/